

Poste : rendez-vous le 14 décembre ?

vendredi 4 décembre 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 3 décembre 2009).

Sommaire

- [Grève à la Poste : mettre \(...\)](#)
- [Le 24 novembre, la grève](#)

Après les journées du 24 et du 28 novembre, une grève reconductible contre la privatisation de la poste n'est pas impossible. Mais il faudrait pour cela un appel clair et unitaire de la part des syndicats.

Le 24 novembre à la poste, l'appel à la grève signé par CGT, CFDT, CFTC, FO et SUD était un test d'affrontement avec le gouvernement. Si la grève n'a pas été ridiculement faible, elle a été en deçà de celle du 23 septembre. Cela traduit un phénomène d'essoufflement du fait de l'accumulation de journées sans lendemain. Pour autant tout n'est pas fini. À condition que le 14 décembre, jour de l'examen de loi à l'Assemblée nationale, les fédérations syndicales de La Poste, et la CGT en particulier, soient extrêmement précises quant à leurs intentions réelles de lutter contre le projet de privatisation qui ne soit pas une « 24 heures de plus ».

Pour comprendre les événements actuels, il est utile de connaître les traditions de lutte et de résistance aux PTT.* En 1990, « grâce » au Parti socialiste, les PTT sont devenus La Poste et France Télécom. En 1995, la plupart des structures syndicales étaient encore des syndicats PTT, la privatisation de France Télécom n'était alors qu'un projet. Menée à bien par le gouvernement de gauche plurielle, celle-ci a été un immense laboratoire d'expérimentations utiles pour tous les « privatiseurs », notamment avec l'introduction de salariés de droit privé à côté de fonctionnaires, effectuant les mêmes tâches, avec un salaire différent.

À La Poste, la moitié du personnel est contractuel... et le mouvement syndical, parce que trop divisé, n'a jamais pu imposer une première revendication : à travail égal, salaire égal !

La multiplication des réorganisations a modifié de fond en comble la structure socio-professionnelle des services et la direction de La Poste, par les nouvelles méthodes de management, a détruit de l'intérieur les points de repère et les solidarités.

Les centres de tri, anciens bastions de la contestation, ont disparu au profit de structures plus petites, avec des équipes syndicales et de salariés en perpétuelle recomposition.

Actuellement, les centres de chèques postaux deviennent les nouveaux abcès sociaux de fixation.

La tactique de la direction de La Poste consiste à « remplir » l'agenda des organisations syndicales afin de leur faire quitter le terrain et les éloigner du personnel. Ce piège, labellisé « dialogue social » occupe les équipes syndicales par des réunions difficiles à évacuer, car importantes pour les salariés soumis aux restructurations.

En outre, l'échec de la grève sur les retraites de 2003 et la brutale répression des quatorze postiers

de Bordeaux, en 2005 ont provoqué un séisme, au point que de nombreuses équipes syndicales sont résignées et les postiers convaincus que faire grève c'est s'exposer à une mise à pied de deux ans, un déplacement voire le licenciement.

L'appel de la CGT à une grève de 24 heures non reconductible le 24 novembre a pesé très fort malgré les appels de SUD et de FO à reconduire. Très peu de départements et de services ont poursuivi la grève le 25, le 26...

Si une grève reconductible le 14 décembre reste possible, les fédérations doivent très rapidement l'annoncer et la préparer. Seul un appel unitaire pourrait convaincre l'immense majorité du personnel qui sait qu'un recul gouvernemental impose une grève dure, longue et massive. Mais, un seul appel ne suffira pas : il faudra organiser des tournées dans les services, les piquets de grève, préparer des initiatives avec les usagers dès le 14, se structurer...

Nous sommes convaincus que les syndicats de La Poste, par une décision unitaire, claire sur la reconduction, feraient de ce combat contre la privatisation un point de ralliement de tous ceux et celles qui veulent en découdre avec Sarkozy. Rendez-vous pour le 14 et ses suites ?

Simon, NPA 31

* Paru dans Hebdo TEAN n° 33 (03/12/09)

Grève à la Poste : mettre le paquet, maintenant !

La privatisation de la plus grosse entreprise du pays serait une catastrophe, à la fois pour les postiers et pour la population. C'est un scénario à la France Telecom qui est écrit à l'avance : des conditions de travail profondément détériorées et une Poste qui ne sera plus au service du public mais soumise aux intérêts privés. Seulement, avec la votation citoyenne, le gouvernement a été mis en difficulté : il est clair qu'une grande partie de la population est opposée à la privatisation.

De plus, ces dernières semaines, les conflits locaux durs ont réussi à obtenir des victoires. La direction de la Poste a peur d'une explosion au moment où les projecteurs sont braqués sur l'entreprise.

Les ennuis ne sont pas finis pour elle et pour le gouvernement. La grève nationale du 24 a de bonnes chances d'être massive. Des appels syndicaux à la grève reconductible se sont multipliés ces derniers jours.

Une grève reconductible d'un grand nombre de postiers est possible. Les postiers vont se battre contre la privatisation, mais également pour mettre un coup d'arrêt aux suppressions d'emplois et aux restructurations, et arracher des augmentations de salaire. Il y a peu de chance que cette grève reconductible soit d'emblée majoritaire à l'échelle du pays. Mais si des milliers de grévistes se regroupent et s'organisent dans des assemblées générales et en comités de grève, s'ils n'hésitent pas à mener des actions qui feront mal à la direction de la Poste, le mouvement pourrait faire tâche d'huile, et ébranler le projet de privatisation.

Dès maintenant, il faut construire des comités de lutte contre la privatisation et de soutien aux

postiers et développer ceux qui se sont constitués dans la foulée de la votation. Pour mener la bataille dans l'opinion publique, pour convaincre que non, la privatisation n'est pas une fatalité. Et pour soutenir les postiers en grève.

C'est une lutte des postiers et des usagers côte à côte qui pourra avoir raison du projet de privatisation. Une victoire sur cette question pourrait faire changer le climat dans le pays.

** Paru dans Hebdo TEAN n° 32 (26/11/09).*

Le 24 novembre, la grève

Communiqués du NPA

Personnels de l'éducation et postiers seront en grève le 24 novembre et feront cortège commun pendant une partie des manifestations prévues.

Le privatisation de la Poste, préparée par le changement de statut, les 16 000 suppressions de postes en 2010 dans l'éducation ajoutées aux contre-réformes du lycée, de l'enseignement professionnel public et de la formation des maîtres seront la cible des grévistes.

Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy qui vise à détruire le service public postal et à réduire, pour faire des économies, les temps d'enseignement et le nombre d'enseignants, aussi bien dans le premier degré avec la disparition programmée des postes d'enseignants spécialisés qu'au lycée avec la nouvelle réforme de Luc Chatel et au lycée professionnel avec la préparation du Bac Pro en 3 ans au lieu de 4 qui supprime 25% du temps de formation, à faire de la précarité au travail un mode de gestion du personnel.

Le NPA soutient ces mobilisations et sera présent sur le terrain dans toutes les grandes villes. A Paris, il tiendra un point fixe, à l'angle de la rue du Montparnasse et du boulevard du Montparnasse, à partir de 14h.

D'ores et déjà, la journée du 24 novembre devrait avoir des suites avec l'engagement de plusieurs syndicats dans la reconduction de la grève à la Poste et l'organisation d'une journée de manifestation nationale décentralisée le 28 novembre pour faire reculer le gouvernement sur son projet de privatisation de la Poste.

C'est l'ensemble de la gauche sociale et politique qui doit se retrouver dans la rue aux côtés des enseignants et des postiers en grève, le 24 novembre et après, contre les réformes libérales, pour défendre le service public et stopper son massacre programmé.

Le 23 novembre 2009
